

Nous déciderons nous-mêmes de notre avenir !



Yanar Mohammed est porte-parole de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak.

Avec toutes les interviews télé et les débats qu'on avait eus le mois dernier, les continues confrontations avec les islamistes sur le programme inhumain qu'ils essaient d'imposer aux femmes, les menaces ouvertes dans leur presse, on se demandait si j'allais participer ouvertement à une manifestation dans le square al-Fardawse, et même si l'Organisation pour la liberté des femmes (Olf) allait oser organiser ce genre d'événement.

Dans son édition du 8 mars, le journal de Muqtada al-Sadr me décrit comme la fille du diable. Ils m'ont même caricaturée comme une bête démoniaque à tête de vache, un dessin publié dans al-Hawza. On sait donc de quoi ils sont capables.

En dépit de tout ça, on était certaines d'être en train de vivre le moment le plus critique pour les droits des femmes en Irak. Les élections « libres » ont donné le pouvoir aux ennemis des femmes, aux Mollahs. Ils s'approprient à écrire une constitution qui fait de nous des inférieures et des inutiles... et ils s'attendent à ce qu'on la ferme, qu'on dise d'accord, et qu'on remercie Dieu pour les libertés post-invasion dont on a le bonheur de jouir.

Finalement, on en a conclu que c'était un duel qui ne pouvait plus attendre. Il est grand temps de polariser les gens autour de l'alternative laïque et libertaire, du troisième camp. Les droits des femmes sont l'arène où progressistes et réactionnaires

vont s'affronter pour leur première bataille. On a donc décidé de notre Journée internationale des femmes, avec une manif suivie d'une conférence sur « les femmes et la constitution ». Et notre slogan est : « Séparation de la mosquée, de l'éducation et de l'état ».

Le rassemblement du 8 mars

On a informé les femmes des quartiers misérables avec lesquelles on avait déjà travaillé. Peu d'entre elles étaient pressées de venir, à cause de la situation mortellement dangereuse, mais les plus déterminées à voir les choses changer sont venues, pour célébrer la Journée internationale des femmes, à chanter des slogans pour la liberté, l'égalité et une constitution laïque et égalitaire.

J'avais parlé le matin même sur une radio de Bagdad, pour inviter les femmes à venir et à exprimer leurs voix contre les « hommes en noir » qui veulent décider de notre futur. J'étais très fière de voir que nous, les filles de l'Olf, on était capables d'organiser ce rassemblement avec un minimum de soutien de nos partenaires politiques.

Hadil, qui a été la première résidente de notre foyer, est maintenant une militante expérimentée, qui ne permet à personne de s'attaquer à une femme de quelque manière que ce soit. Ce jour là, elle s'occupait de la sono et coordonnait l'action. Dans notre quotidien militant, dans nos locaux plus rien ne peut se faire sans elle.

Nada a insisté pour parler des droits des femmes au boulot et du code du travail. C'est une diplômée, qui vient d'une ville du sud-ouest, où les islamistes collent sur les portes des mosquées les listes noires des personnes à abattre, dont pas mal de femmes.

Hakim, un communiste-ouvrier originaire de Nassiryah, ne faisait rien d'autre que d'interrompre les discours pour chanter des slogans contre l'occupation, première condition de la sécurité et du bien-être pour le peuple.

Thikra et Rawaa, deux étudiantes révolutionnaires de l'université de Bassorah, ont décidé de ne plus me quitter dès le moment où j'ai mis un pied dans le square al-Fardawse. Je n'aurais pas imaginé ça, voici un an. Elles m'ont vue à la télé, (...)

« Parce que nous nous sommes opposées à la guerre en 2003, nous nous opposons à l'occupation aujourd'hui. Parce que nous sommes des militantes du mouvement social et féministe ici, nous soutenons le mouvement féministe et social en Irak ».



23 avril 2005 :
Festival des résistances et alternatives de Lyon

16 h 30 - Débat, et éventuellement vidéo, sur les luttes en Irak et la solidarité internationale, à la librairie La Gryffe, 5 rue Sebastien Gryphe, Lyon 7^e (M^o Saxe-Gambetta)

20 h 30 - Concert de soutien, avec Bistanclaque et Tryo Soulayres, à la Belle Equipe, 32 rue des Tables Claudiennes, Lyon 1^{er}, (M^o Croix-Paquet)



15 mai 2005 :
F.R.A.P. de Paris



Sommaire

pp. 1-2 Nous déciderons nous-même de notre avenir

pp. 3-4 Surprises irakiennes, par Giuliana Sgrena

Soutien aux grèves étudiantes de Bassora

Depuis le 15 mars, les étudiants et étudiantes de Bassora, dans le sud de l'Irak, sont en grève pour protester contre l'assassinat de l'un des leurs par l'Armée du Mahdi, la milice islamiste de Moqtada al-Sadr.

Ce mouvement a commencé lorsque des miliciens ont fait irruption dans un pique-nique organisé par les étudiants et étudiantes de l'institut de technologie. Ils ont décrété que c'était un rassemblement « impudique », car il était mixte et qu'il y avait de la musique.

Ils ont alors saccagé les instruments de musique, arraché les vêtements de plusieurs jeunes filles qui avaient le tort de pas être voilées et se sont acharnées sur une jeune chrétienne.

C'est en cherchant à venir à son aide qu'un étudiant a été battu à mort. La ville est, depuis le début de l'occupation, l'un des bastions islamistes en Irak, avec la bénédiction des troupes anglaises qui y sont stationnées.

Celles-ci, tout comme la police irakienne, ont refusé de faire quoique ce soit contre les miliciens de Moqtada al-Sadr. Le mouvement a reçu le soutien des étudiants et étudiantes de tout l'Irak, qui en ont assez des vexations, des assassinats de femmes universitaires et de l'interdiction pour les filles d'aller à l'université, proclamée par les mouvements islamistes - qu'il s'agisse de « résistants » ou de « gouvernementaux ».

Des comités étudiants se sont constitués pour unifier le mouvement. Ils ont besoin de la solidarité internationale des étudiants et étudiantes du monde entier.

En France, Solidarité Irak et la Fédération Syndicale Etudiante ont entamé une campagne de soutien aux étudiant-es de Bassora.

(...) elles ont lu al-Mousawat, c'est-à-dire l'Égalité, notre journal, et ça les a convaincues de rejoindre l'Olfî. Thikra est maintenant un symbole de liberté dans la cité close et voilée de Bassorah.

La plupart de nos déléguées de l'Olfî sont venues des villes de province. Celles de Kirkuk étaient les plus relax, avec leurs fringues modernes. Le problème là-bas, c'est plutôt les clash ethniques que l'Islamisme. Malheureusement, la déléguée d'al-Hilla n'a pas pu venir à cause d'un attentat terroriste qui a fait des morts sur la route. Celle de Nassiryah n'a pas eu plus de chance.

C'est la déléguée de Bassorah qui a provoqué le plus de réactions. Jisim a parlé de la souffrance des jeunes filles qui sont mises dehors de leur université et condamnées à s'occuper de la traite des vaches plutôt qu'étudier ou de travailler. Jisim est une syndicaliste qui se bat féroce pour les droits des femmes au travail. Quoiqu'elle porte l'Abaya noire, elle a une incroyable force de caractère

J'étais autorisée à rester une heure pour la manif, pas plus. Au-delà, cela serait devenu vraiment dangereux pour ma sécurité et celle des autres. Thikra et Rawaa marchaient avec moi depuis la sortie de la voiture - puisqu'on m'avait conduite, raison de sécurité là encore.

La conférence du 9 mars

Le lendemain, le défi, c'était la qualité plutôt que le danger physique. Pour notre conférence, je devais proposer une plateforme pour « la liberté de choix des femmes » et pour ça, j'avais invité des personnalités et des organisations féministes à nous rejoindre. C'était un appel à rassembler les femmes laïques qui ne sont pas prêtes à compromettre les droits des femmes au nom de la tradition ou de la religion. La présentation était en avant-première, il n'y avait même pas une radio locale pour enregistrer.

Nada a présenté son texte sur les femmes au travail, et on a distribué notre étude juridique sur les lois actuelles sur le statut personnel, qui expose les articles misogynes et discriminatoires. Hadil et Hanan ont joué un rôle important dans la conférence. Fulla et Rana se sont occupées de recevoir les déléguées.

La pièce était pleine de militantes féministes et de personnalités des droits humains. Dans une session, il y avait une juge, dans

une autre une universitaire, beaucoup de syndicalistes et aussi plein de femmes qui avait simplement entendu mon appel à la radio et qui étaient venues... des fleurs à la main.

Après des discussions tendues avec les affidées des religieux et des misogynes, on a gagné à notre cause la majorité des présentes et des présents. On a alors pu lancer notre plateforme pour une voix libre et laïque pour les femmes. La plupart des groupes étaient déjà venus à nos meetings, ça n'a donc pas été trop dur pour expliquer pourquoi la laïcité était la première étape pour un meilleur statut pour les femmes.

Finalement, on a pris des photos de nos plus proches partisan-es : elles venaient du Sud (la soi-disant zone chiite), du Nord kurde et pour beaucoup, de Bagdad.



Résistance vestimentaire à Bagdad...

La journée internationale des femmes et la liberté du peuple en Irak

Suite aux élections en carton-pâte qui ont eu lieu en Irak, l'ambiance générale est à la confusion. Les gens ont voté parce qu'ils avaient cru comprendre que ça allait ramener la sécurité. Effectivement, le nombre de morts quotidiens à Bagdad est estimé entre 100 et 125 seulement. Beaucoup d'entre eux contournent les corps dans nos déplacements quotidiens.

Alors, on en arrive à la conclusion que tant que les Américains seront en Irak, ils vont attirer comme un aimant le terrorisme islamiste mondial. Ils sont venus avec tout leur fric, pour utiliser notre haine de l'invasion, recruter des jeunes hommes pour leurs attentats inhumains, pour afghaniser l'Irak. Nombre d'entre nous, les laïques qui sont sérieusement contre l'occupation, mais aussi voulant mettre en place un système laïque et égalitaire, qui ne soit ni nationaliste, ni islamiste, nous avons décidé de lancer un mouvement politique de masse contre l'occupation. Nous l'avons appelé le Congrès de la liberté en Irak. Notre première rencontre a eu lieu le 25 février, pour se mettre d'accord sur les objectifs et la déclaration de fondation. De Mossoul à Bassorah en passant par Bagdad et les Marais, nous avons proposé le premier jet d'un projet opposé à l'invasion comme à l'islamisme. Nous avons une grande responsabilité envers toute la population en Irak. Et ce sera nous, ou la formule américaine de division ethnico-religieuse.

Bagdad, le 14 mars 2005

Surprises irakiennes : Le nouveau syndicat ... est l'ancien

par Giuliana Sgrena

« Cent dollars d'allocation de chômage maintenant ». C'est la revendication avancée ces derniers jours par l'Union des chômeurs irakiens (UUI) au nouveau gouvernement par intérim à la veille de la « passation des pouvoirs », bien que l'organisation n'ait pas d'illusion sur la nouvelle équipe gouvernementale. L'inscription apparaît sur une banderole qui occupe une paroi de la pièce, au deuxième étage d'un immeuble délabré dans la rue Rachid, au centre historique de Bagdad, où nous rencontrons Qasam Hadi, secrétaire général de l'UUI, qui compte 350.000 adhérents et Falah Alwan, président de la Fédération des conseils des travailleurs et des syndicats en Irak (FCOSI), hébergés par le Parti communiste-ouvrier d'Irak. Sans électricité, les ventilateurs ne fonctionnent pas et les fenêtres ouvertes sur le Tigre permettent à grand peine de supporter la chaleur torride, mais exhalent la puanteur des ordures abandonnées dans les broussailles.

Le chômage est sans aucun doute un des problèmes les plus dramatiques de l'Irak, après an et demi d'occupation. Difficile de vérifier les chiffres dans un pays où n'existe aucun institut de statistiques et où même les données sur le recensement de la population ne sont pas fiables : après la chute de l'ancien régime nombre d'exilés sont rentrés, et des gens sont partis. Les estimations portent sur 25-26 millions d'habitants, dont 12 millions de chômeurs. En pourcentage : 85 % de la population active est sans travail. « Ce pourcentage est reconnu même par l'Organisation internationale du travail (Ilo), déclare Qasam Hadi, mais il ne tient pas compte des femmes au foyer, qui elles aussi désirent un travail qu'elles ne trouvent pas ».

Si avant la guerre 60% de la population survivait grâce seulement aux rations du programme « oil for food », aujourd'hui ce pourcentage est sans aucun doute en augmentation, et de beaucoup. Effet « de la politique de l'ancien régime, des guerres antécédentes, de treize ans d'embargo et de la dernière guerre qui a détruit des usines et des infrastructures toujours pas reconstruites. Depuis plus d'un an l'Autorité provisoire de la coalition (Cpa) et le Conseil de gouvernement n'ont rien fait pour améliorer la situation », dit Qasam Hadi. Même les négociations des chômeurs avec la Cpa n'ont donné aucun résultat. « Nous, nous nous sommes retirés de la négociation après une rencontre avec le Conseiller pour les Affaires sociales de la Cpa et un membre du ministère du Travail parce qu'ils n'étaient pas sérieux, ils n'avaient aucune stratégie pour affronter le problème ».

Le représentant des chômeurs, tout en

avançant la demande d'allocation au nouveau gouvernement ne se fait pas d'illusion sur l'après 1er juillet. « Tout ce qui est arrivé après le 9 avril a été décidé dans le dos du peuple, et maintenant nous pensons que tout va continuer comme avant. », dit Qasam Hadi. « Peut-être que les structures formelles vont changer, mais pas celles de la société civile, détruites par la guerre », reprend Falah Alwan, qui soulève un autre problème, au nom de son syndicat devenu « illégal ».

En effet, le Conseil gouvernemental a légitimé un seul syndicat, le 28 janvier dernier, la Fédération irakienne des syndicats des travailleurs (Ifu), décision considérée par le leader syndical comme la reproduction des méthodes du régime de Saddam Hussein : « résultat d'un accord qui n'a eu lieu qu'entre le gouvernement et les partis représentés dans le gouvernement, sans que les instances soient élues. ». Le Fcosi a présenté à ce motif une dénonciation à l'Organisation internationale du travail, qui devrait se prononcer en novembre. La principale accusation du syndicat « illégal » concerne donc l'absence de démocratie qui touche directement cette fédération. « Les travailleurs, suivant l'habitude prise à l'époque de S. Hussein, préfèrent un syndicat lié au gouvernement parce qu'ils pensent qu'ils pourront en tirer de meilleurs avantages, donc nous avons plus de mal à augmenter le nombre des adhérents, dont la plus grande partie (16.000) sont des travailleurs du secteur du pétrole dans le nord, dans la zone de Kirkuk », nous dit Falah Alwan.

Et de fait le nombre des adhérents des deux syndicats, s'y l'on s'en tient aux déclarations des intéressés, ne sont pas comparables. L'Ifu déclare avoir entre 800.000 et un million d'adhérents (environ 80 % des travailleurs) contre quelques dizaines de milliers de la Fcosi. En ce qui concerne les élections des organismes dirigeants, les congrès de catégorie sont en cours et la direction de la fédération ne sera élue qu'à la fin (qui avant avait été nommée). Ce sont ces chiffres qui corroborent la décision du gouvernement, selon les représentants de l'Ifu. « ce sont les travailleurs qui nous légitiment », soutient Hadi Ali, premier vice président de la Fédération, qui a son bureau au siège de l'autre Parti communiste irakien.

Ce sont donc les partis de la gauche qui se disputent la représentation des travailleurs. « Même les syndicats européens ont reconnu que notre fédération est la plus représentative, c'est pour ça que le Conseil de gouvernement nous a légitimé, mais nous ne voulons pas le monopole, nous ne voulons pas être les seuls à défendre les (...)

Manifestations de chômeurs à Nassirya

Plus de 700 personnes sans emploi de Nassirya, à l'appel de l'Union des chômeurs en Irak (UUI), ont organisé une manifestation contre la sévère campagne lancée par les autorités locales pour déplacer les vendeurs de rue vers un autre endroit de la ville, loin des clients. La manifestation a duré 4 heures. Bien que de nombreux médias officiels aient été sollicités, aucun n'est venu. Une délégation de 5 membres, menée par Ahmed Salim, secrétaire de l'UUI à Nassirya, rencontré le maire pour étudier cette question.

La police a essayé de disperser la manifestation par tous les moyens, mais les manifestants ont refusé de bouger et ils sont restés devant la mairie en attendant la fin de la réunion. La police a réagi violemment et lancé des tirs de sommation afin d'essayer d'effrayer les manifestants mais ceux-ci sont restés jusqu'au bout.

La réunion s'est finalement conclue sur un accord entre les deux parties. Il est prévu d'enregistrer tous les manifestants sur les listes des futures offres d'emploi aux ministères de la défense, de l'Intérieur et des services sociaux et du travail. Le maire a promis de trouver et de trouver un autre lieu approprié pour le commerce. La délégation a été autorisée à représenter les chômeurs.

Ahmed Salim secrétaire de l'Union des chômeurs en Irak (UUI) - Section de Nassirya, 7 avril 2005

Contact : 06 82 18 08 55

... Surprises irakiennes (suite)

Le Syndicat indépendant des services publics rejoint la Fcosi

Le 2 mars 2005, le Syndicat indépendant des services publics (SISP) à Bagdad a annoncé qu'il rejoignait la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, à l'issue d'une rencontre entre les délégués Abdul Zahra Abdul Hassan, Ali Hussein Jawad (SISP) et Samih Assur (FCOSI). Le président du SISP, Mathi Aofi, membre du bureau exécutif, et Falih Maatof, son représentant légal, avait annoncé publiquement que leur syndicat quittait la Fédération démocratique des syndicats irakiens (FDSI), lors d'un meeting avec les adhérents le 28 février 2005.



Les organisations progressistes irakiennes ont besoin de notre soutien

Vous pouvez soutenir l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, le Syndicat des chômeurs, la Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak, ou encore radio Ela al-Amman, en envoyant un chèque à l'ordre de l'Entraide, envoyé à « Solidarité Irak, 99 rue du Molinel 59000 Lille ».

Les dons permettent à ces organisations de se faire connaître et d'agir en Irak, d'organiser l'aide médicale et juridique dans les quartiers ouvriers et les camps de réfugiés, de mettre en place des centres d'accueil pour les femmes menacées de meurtres d'honneur, de disposer de leurs propres moyens de défense, de publier leur presse, etc. Seule la solidarité internationaliste peut venir en aide à ces organisations.

(...) droits des travailleurs ». Les problèmes de reconnaissance ne s'arrêtent pas là. Dans l'après-Sadam, la structure (syndicale, NDT) de l'ex-régime revendique aussi la représentation des travailleurs irakiens aux autres organisations. La Fédération internationale des travailleurs arabes dont le siège est à Damas continue à reconnaître la Fédération générale des syndicats, défaite en même temps que le régime de Saddam mais dont les représentants, parmi lesquels son président Jamil Salman al-Juburi, se trouvent encore dans la capitale syrienne.

Les disputes internes du mouvement syndical ne renforcent pas les revendications des travailleurs. Que la lftu pense pouvoir traiter, après le 1er juillet avec le gouvernement irakien et pas, comme ça a été le cas jusqu'à présent, avec les forces d'occupation : « Bremer avait promis 300.000 emplois mais il n'a rien fait », dit Hadi Ali. La Fédération des syndicats compte aussi sur une participation au Conseil National (sorte de parlement provisoire aux côtés du gouvernement par intérim jusqu'aux élections) avec 3/5 de membres, pour faire entendre la voix des travailleurs.

Si les positions des deux syndicats sont divisées sur l'estimation du gouvernement, elles sont moins distantes sur d'autres points. Avant tout sur la nécessité de sécurité pour affronter les problèmes les plus urgents, comme celui du travail, car, par exemple, « plus aucune usine ne fonctionne au plein de sa capacité : on arrive tout au plus à 30-40 % même à Bagdad », déclare Hadi Ali. Et c'est dans cette situation que prend place le projet des privatisations programmé par le Conseil de gouvernement en septembre dernier, mais qui n'a pas encore été lancé. « Le gouvernement est trop faible pour le réaliser », nous dit Falah Alwan. Les deux syndicats se rejoignent sur cette opposition aux privatisations. Pour le se-

crétaire général de la Fcosi, « la privatisation comporte une réduction des emplois, nous avons vu ce qui est arrivé en occident ». « Il n'y avait pas que les syndicats, même certaines forces présentes dans le Conseil de gouvernement étaient contre et ont bloqué l'application de la loi sur les privatisations ».

L'impossibilité pour les usines de travailler à plein rendement est due au fait que les technologies sont obsolètes, du fait aussi de l'embargo ; les infrastructures détruites par la guerre et les investissements font défaut parce que les problèmes de sécurité présentent des risques trop élevés. Problèmes, ces derniers, qui ne seront résolus qu'en étant confiés aux irakiens, selon le leader de l'lftu, pour qui la plus grande erreur de l'administrateur américain Bremer a été celui de ne pas laisser les irakiens contrôler la sécurité.

Avec quels moyens, par la loi martiale redoutée par le ministre de la justice ? Falah Alwan est absolument opposé à cette hypothèse : « L'imposition de la loi martiale représenterait la faillite des forces d'occupation et du gouvernement irakien en faisant la démonstration qu'ils ne sont pas en mesure de contrôler la situation ». Et Qasam Hadi ajoute : « pour arrêter la violence, il faut mettre fin à l'occupation. La loi martiale limiterait les droits individuels de toute la communauté, même ceux des travailleurs ». Mais pour Hadi Salah, secrétaire international de la lftu, « la situation est difficile en Irak, les terroristes exploitent la situation de chaos et attaquent partout. Et puis on exagère à propos de la loi martiale, il ne s'agirait que d'une loi de secours, d'un couvre-feu, dans certaines zones ». Elle doit de toute façon être évitée, pour Hadi Ali, « parce qu'il s'agit d'une arme à double tranchant ». Qui se retournerait contre les travailleurs déjà soumis à des menaces et arrestations, selon Falah Alwan.

27 juin 2004

Falah Alwan, dans une manifestation à Bagdad



Solidarité Irak, 99 rue du Molinel 59000 Lille